

A Klepotsens

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-81
Après 9 heures : GUT. 59-59

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr	9 fr.	4 fr. 50	1 r. 50

“ Les camps d'instruction allemands servent aussi à l'internement des prisonniers de guerre, qu'on essaie systématiquement de forcer à devenir traîtres à leur Patrie ”

dit M. Liebknecht, au Reichstag.

En Allemagne

La situation financière après le quatrième emprunt

(DE NOTRE CORRESPONDANT DE ZURICH)

La maison Krupp a prêté à l'Etat, depuis le commencement de la guerre, et en quatre fois, cent quarante millions de marks, soit environ cent soixante-quinze millions de francs. C'est beaucoup !

Où la maison Krupp a-t-elle pris cet argent ? Dans les caisses de l'Etat.

Et voici le mécanisme ingénieux et simple qui assure jusqu'ici à l'Allemagne la réussite de ses emprunts :

L'Etat paie ses fournisseurs avec des traites que la Banque d'Etat escompte et que les sociétés de crédit réescomptent. Puis, quand l'Etat estime que sa dette flottante devient ainsi trop considérable, il émet un emprunt. A cet emprunt il convie à souscrire tous ses fournisseurs et, du coup, convertit les traites à courte échéance en titres de rente à échéance lointaine. Krupp a pu prêter ses cent soixante-quinze millions par un simple jeu d'écritures.

De ce système résulte cette conséquence : plus l'Etat allemand a de dettes, plus aisément sa faculté d'emprunt.

Ce procédé financier permet à l'Etat de ne pas régler ses fournisseurs et de ne leur payer que l'intérêt de sa dette. Tant que ses fournisseurs lui feront confiance, ce procédé sera excellent. Tout au plus pourra-t-on remarquer qu'il n'a que la valeur d'une opération de trésorerie, car, en dernière analyse, il se résout en cet axiome évident : « Tant que les fournisseurs font crédit, point n'est besoin de les payer. »

Second système moins rémunérateur, mais non moins ingénieux :

Le gouvernement allemand avait fondé, le jour de la déclaration de guerre, des caisses de prêts destinées à empêcher l'arrêt des affaires et à éviter le moratorium dont nous souffrons.

Il lui a bientôt paru tout simple de transformer cet organe de crédit industriel et commercial en un organe de crédit national.

Les caisses de prêts, qui prêtaient aux propriétaires de l'argent jusqu'à concurrence de soixante-quinze pour cent de la valeur de leur gage, pour leur permettre de faire face à leurs affaires, trouva naturel de leur faire de pareilles avances pour leur permettre de souscrire aux emprunts d'Etat.

Jusque là, rien que de normal. Les souscripteurs qui remettaient à l'Etat, à défaut d'argent liquide, un gage hypothécaire lui apportaient cependant une valeur qui, véritablement, s'inscrivait à son crédit. Le malheur de l'Allemagne fut qu'un premier emprunt ne suffit pas.

Au second, les souscripteurs déposèrent dans les caisses de prêts non plus des gages libérés de servitudes, mais leurs nouveaux titres de rente eux-mêmes, dont ils n'avaient point acquitté le montant. L'Etat allemand fut tout heureux d'accepter de pareilles garanties et même il encouragea cette sorte d'opération.

Le propriétaire d'un immeuble de cent mille francs, qui l'avait, lors du premier emprunt, hypothéqué de soixante-quinze mille francs pour pouvoir prêter pareille somme à l'Etat, hypothéqua, lors du second emprunt, son titre de soixante-quinze mille francs pour les trois quarts de sa valeur.

Il vient de refaire cette opération pour la quatrième fois.

Le gage de cent mille francs, qui en garantissait largement, à l'origine, soixante-quinze mille, en garantit aujourd'hui deux cent quatre mille cent cinquante.

Et ce n'est pas fini.

Grâce à ces procédés et à quelques autres, l'Allemagne a pu emprunter, jusqu'à ce jour, trente-six milliards de francs, soit quarante-cinq milliards de marks. C'est un joli denier.

Le malheur veut qu'elle ait à solder environ cinquante milliards, de sorte que, après ce quatrième emprunt, ce n'est pas seulement le problème de l'avenir qui n'est pas résolu, c'est aussi celui du passé.

Elle continuera donc à emprunter. Elle empruntera à ses fournisseurs leurs bénéfices, ce qui ne suffira pas à lui permettre de leur rembourser leurs frais.

Elle empruntera à ses créanciers leurs créances, ce qui n'aura pas pour résultat d'augmenter son crédit au delà des limites.

Ainsi s'explique que sa plus âpre propagande s'adresse non point aux gros souscripteurs, qu'elle sait comment contraindre, mais aux plus petits, dont les pauvres contributions représentent à peu près seules l'argent liquide.

Mais là apparaît le péril. Au bout de vingt mois de guerre et de misère, dans un pays dont le commerce international est ruiné, où le prix de la vie augmente de jour en jour, ce sont ces contributions-là qui manquent précisément le plus. Le docteur Helfferich, ministre des finances, qui s'étend en général avec tant de complaisance sur ses opérations, est irrémisiblement muet sur ce chapitre-là.

Il n'y a plus de bas de laine en Allemagne.

Toutes les ingéniosités possibles, dans un Etat isolé du monde, peuvent encore permettre au gouvernement allemand de faire face, dans une certaine mesure, aux termes échus ; elle n'autorisent pas du moins la moindre sécurité pour l'avenir.

L'Allemagne, qui a peut-être encore du crédit auprès de ses fournisseurs et de ses débiteurs, ne fait face à son déficit que par des opérations qui compromettent son crédit international.

Lorsque, au lendemain de la guerre, elle voudra renouer le cours interrompu de son brillant développement économique, où trouvera-t-elle des capitaux ? L'étranger n'aura pas confiance et ses nationaux n'auront pas le sou.

Simple aphorisme : quand un pays n'a plus d'épargne, la subtilité d'un ministre des finances ne suffit pas à le remplacer.

J. Robert

La crise du papier

L'autre jour, par hasard, l'Œuvre a été saisie. La police, survenant au milieu du tirage, a emporté ce qui avait été déjà tiré : 30.000 exemplaires.

Peut-être nous permettra-t-on de poser humblement cette question : « Qu'en a-t-on fait ? les a-t-on mis au pilon ? les a-t-on revendus comme vieux papier ? »

On ne les a certainement pas brûlés. Il n'est pas possible de croire qu'on s'amuse à réduire le papier en cendres, dans la crise terrible qu'il traverse. On les a donc revendus ? Or, trente mille exemplaires, cela représente un certain nombre de kilos qui, multipliés par vingt centimes — cours du jour — font une petite somme appréciable.

Où va l'argent ? Au journal saisi ? Nous n'avons encore rien reçu. Inscrit-on la recette à quelque mystérieux budget, ou l'engouffre-t-on dans quelque redoutable caisse noire ? La vente du papier constituerait-elle le petit bénéfice d'Anastasia — son sou du franc, pourrait-on dire ?

Nous voudrions bien le savoir.

LA MONTRE-ESPIONNE

Il n'y a jamais eu, dans les journaux, autant de publicité pour l'horlogerie suisse. De nombreuses maisons d'Helvétie offrent aux « soldats du front » de magnifiques montres-réveils, montres-bracelets, montres-de-nuit, montres-féchettes, à des prix extrêmement abordables : pour trois francs cinquante, on peut avoir un excellent chronomètre.

On pense bien que nos chers poilus ne résistent pas à une réclame aussi tenace et aussi séduisante. Ils y vont donc de leur petit mandat et, pour ne pas courir le risque de compromettre par une adresse inexacte ou incomplète l'expédition de la montre tant désirée, ils prodiguent les renseignements précis : indication du régiment, du bataillon, de la compagnie, de la brigade, de la division, du corps d'armée, de l'armée et du secteur. En retour, on leur envoie une « toquante » qui marque quelquefois l'heure et, quelquefois, plus mal encore.

Il faut mettre nos soldats en garde. Certaines de ces fabriques d'horlogerie neutres sont honnêtes. Mais d'autres sont... boches, tout simplement. A ces dernières mandats et lettres fournissent les plus précieux éléments pour reconstituer le plan de bataille français et assigner, dans chaque secteur, à chaque régiment la place qu'il occupe réellement. Et c'est double bénéfice pour l'espionnage tudesque : un mandat et un renseignement d'ordre militaire.

Achelons nos montres en France, si nous ne voulons pas qu'elles soient une arme entre les mains de nos ennemis et qu'elles marquent pour nous de trop mauvaises heures.

Les jours se suivent...

L'ENTRAVE

Pendant ce temps-là, il y a des gens qui n'ont qu'une pensée : comment pourra-t-on bien obtenir l'abrogation de l'article 419 ?

Peut-être ne savez-vous pas très précisément ce qu'est l'article 419, ou, si vous le savez, c'est apparemment le cadet de vos soucis. Eh bien ! vous avez tort, car l'article 419 punit les marchands malhonnêtes qui s'entendent pour augmenter le prix de leurs marchandises, et, par ce temps de vie chère, rien n'est plus intéressant pour tout le monde.

C'est en vertu de l'article 419 que certaines laitères de la Sarthe furent condamnées l'autre semaine, ayant comploté de vendre leur lait un sou de plus. Mais ce serait une erreur de croire que l'article 419 gêne seulement les laitères. Il gêne beaucoup plus nos grands spéculateurs de la métallurgie.

Vous me direz que cet article ne les a pas empêchés de se réunir en petit « comité des forges » et de constituer un véritable cartel. Sans doute ; mais ces messieurs comptent bien faire légalement après la guerre ce qu'ils ont fait impunément jusqu'à ce jour, et une association dite « d'expansion économique » semble créée tout exprès pour leur en assurer les moyens.

Déjà, l'on commence à nous remontrer que l'Allemagne doit aux cartels sa prospérité industrielle, et l'on prétend même sans rire que la loi contre l'accaparement entrave la « liberté commerciale »...

Quel marteau-pilon faudra-t-il pour enfoncer ça dans une tête française ?

Gustave Téry

A-t-on le droit ?

« Toute licence, sauf contre l'amour ! » proclamait jadis l'académicien préféré des lecteurs de l'Echo de Paris. « Toute licence, sauf contre le militaire ! » dirions-nous aujourd'hui. Car quand un officier est jeune, beau, qu'il est décoré de la Légion d'honneur et de la croix de guerre, s'il se promène dans Paris en congé de convalescence, on ne peut pas imaginer un Français plus aimable, et à qui nous soyons plus disposés à passer toutes ses fantaisies.

Toutes, même celle de parler allemand ?

Pourquoi cette question ? A quel officier voulez-vous qu'il pousse soudain cette fantaisie saugrenue ?

Mais à un officier tel que je viens de le décrire, si le hasard de ses relations mondaines veut qu'il accompagne, dans ses courses chez la modiste et chez la couturière, une dame allemande.

Il y en a donc ?

Il y a les Allemandes qui ont épousé des Français, et qui n'en restent pas moins boches comme la nature les a pondus. Petites bourgeoises, elles réservent leur langue maternelle pour les jours où elles font des voyages en Suisse. Mais, grandes dames, ou simplement femmes riches, habituées à régner chez leurs fournisseurs, elles sont moins timides. Celle que j'ai vue hier chez un couturier de la rue de la Paix, assistant au défilé des mannequins qui lui présentaient les modèles de cet été, parlait boche à tue-tête et à cœur perdu. Et le bel officier qui l'accompagnait, par politesse de salon sans doute, lui répondait dans sa langue.

A la fin, une des vendeuses, habillée de noir — elle a perdu son mari à l'attaque de Champagne, m'expliqua-t-on — s'approcha de la belle dame boche et de son cavalier et, sans esclandre, à voix basse, leur murmura, tout émue :

« Vous n'avez pas honte ?... Vous n'avez pas honte ?... Parler allemand ici, devant des étrangers ! »

« Eh ! nous ne disions rien de mal ! répliqua la grande dame, hautaine. La petite vendeuse, rouge d'indignation, répétait :

« Parler allemand, c'est honteux ! c'est honteux !... »

Et, tout de même, l'officier ne dit plus mot. Quelques minutes après, le couple s'éclipsa. Je l'aurais embrassée, cette petite vendeuse !

Maurice de Waleffa

Les combats autour de Verdun

Les Allemands lancent de violentes attaques qui sont toutes repoussées

Les Communiqués

15 heures

A l'ouest de la MEUSE, faible activité de l'artillerie au cours de la nuit.

A l'est de la MEUSE, nous avons fait quelques progrès dans les boyaux au sud du village de DOUAUMONT et pris au sud-ouest environ 150 mètres d'une tranchée ennemie.

Deux attaques allemandes à la grenade contre nos positions du bois de la Caillette ont été repoussées.

En WOËVRE, nuit relativement calme. En LORRAINE, un coup de main tenté par l'ennemi sur un de nos ouvrages de la région d'EMBERMESNIL a complètement échoué. L'ennemi a subi quelques pertes.

Aucun événement important à signaler sur le reste du front.

23 heures

En ARGONNE, notre artillerie a exécuté des concentrations de feux sur les voies de communication de l'ennemi. Nos batteries lourdes ont canonné pendant les opérations du secteur voisin d'importants rassemblements de troupes et des colonnes en marche dans la région MONTFAUCON-NANTILLOIS. Près de la cote 285, nous avons fait sauter une mine qui a comblé la tranchée adverse sur une assez grande longueur et a détruit un petit poste.

A l'ouest de la MEUSE, une bataille violente, qui a duré toute la journée, s'est engagée sur l'ensemble de notre front depuis AVOCOURT jusqu'à CUMIÈRES et s'est même étendue jusqu'à la rive est du fleuve. L'évacuation préméditée du saillant de BÉTHINCOURT, effectuée la nuit dernière, nous avait permis d'établir une ligne continue partant du réduit d'AVOCOURT, longeant les premières pentes boisées à l'ouest de la cote 304, puis la rive sud du ruisseau de FORGES, au nord-est d'HAUCOURT et rejoignant nos positions un peu au sud du carrefour des routes BÉTHINCOURT-ESNES, BÉTHINCOURT-CHATTANCOURT. Toute cette ligne, violemment attaquée par l'ennemi, a résisté aux assauts les plus furieux.

Sur le front le MORT-HOMME-CUMIÈRES, l'offensive allemande a subi un échec sanglant. Les colonnes d'assaut ennemies, qui débouchaient en formations denses du bois de CUMIÈRES, prises sous nos feux de mitrailleuses et nos tirs d'artillerie, se sont dispersées, abandonnant des centaines de cadavres sur le terrain. Toutes les tentatives dirigées sur le MORT-HOMME ont été également refoulées avec des pertes importantes.

Une action offensive simultanée, lancée sur nos positions depuis le bois d'AVOCOURT jusqu'au ruisseau de FORGES, se heurtait à la résistance acharnée de nos troupes qui ont partout repoussé l'adversaire.

Enfin, une attaque menée sur un de nos ouvrages situé au nord-est d'AVOCOURT, à la lisière sud du bois, qui avait réussi à prendre pied un instant dans nos tranchées, en a été rejetée aussitôt par notre contre-attaque.

A l'est de la MEUSE, très grande activité de l'artillerie ennemie sur nos organisations de la côte du POIVRE et de la région DOUAUMONT-VAUX, ainsi que sur l'ensemble de nos deuxième lignes. Matrisées par nos tirs de barrage, les attaques d'infanterie n'ont pu réussir à déboucher.

En WOËVRE, bombardement intermittent.

DERNIÈRE HEURE

L'abandon du saillant de Béthincourt était une chose normale et prévue. Admirons encore une fois la dextérité avec laquelle nous avons su retirer nos troupes de ce point sans que l'ennemi s'en aperçoive.

On doit considérer presque comme une victoire la façon dont nous venons de repousser sur un front d'environ dix kilomètres, c'est-à-dire d'Avocourt à Cumières, les attaques acharnées de l'ennemi.

Pour en arriver à vouloir poursuivre coûte que coûte, et par des attaques aussi violentes, leur progression sur la rive gauche de la Meuse, il faut que, comme nous l'avons déjà fait observer, cette progression soit indispensable pour permettre aux troupes qui sont sur la rive droite de continuer à avancer à leur tour. Autrement dit, la manœuvre contre Verdun implique d'abord l'alignement de toutes les forces allemandes sur le front Avocourt, Mort-Homme, Côte du Poivre, Douaumont, Vaux ; sans cela les troupes à l'est de la Meuse sont prises en flanc par nos défenses du Mort-Homme.

Cet événement est une réponse aux impatients qui auraient plutôt préféré que nous contre-attaquions. Je reste persuadé que des contre-attaques auraient produit des résultats beaucoup moindres.

Dans un article récent, M. Garet-Garet, critique militaire du New-York Times, disait ceci :

« Si après les plus grands efforts les Allemands échouent à Verdun, il se pourra que les Alliés aient eu raison de rester sur la défensive. »

Le critique du journal américain avait vu juste.

Général Verraux

Le Conseil national du Parti socialiste

Le Conseil national du Parti socialiste tient en ce moment une « réunion plénière » dont, par prudence, la durée n'est pas officiellement déterminée. C'est que de graves questions y sont discutées. Il s'agit de se mettre d'accord, ce qu'on n'avait pu faire lors du dernier congrès de décembre, pour savoir s'il est convenable et politique, de renouer des rapports internationaux avec les partis socialistes étrangers, autres que ceux des pays alliés ou neutres. Il faut s'entendre une bonne fois pour arrêter que « la collaboration du Parti à l'œuvre de Défense nationale » peut aller jusqu'à la participation ministérielle. Et enfin, troisième sujet de discussion, il faut prendre une décision qui mettra Gustave Hervé hors du parti ou l'y maintiendra. On en revient toujours à ces questions sur lesquelles on ne parvient pas à unifier la pensée socialiste.

Mises à l'ordre du jour par la commission administrative permanente, les questions qui offrent un caractère d'urgence sont examinées dans l'intervalle du congrès annuel par le Conseil national, qui se compose des délégués des fédérations départementales. Quant à la commission administrative, qui est une sorte de comité directeur, elle compte parmi ses membres les trois ministres socialistes : MM. Jules Guesde, Albert

Thomas et Marcel Sembat, MM. Renaudel, député du Var et directeur politique de l'Humanité ; Bracke, député de la Seine, etc... M. Gustave Hervé en fait également partie, mais il est démissionnaire.

Seule la séance du matin fut publique. Sans doute parce qu'elle n'offrait, de même que la plupart des séances d'ouverture de congrès, aucun intérêt. M. Renaudel la présidait et l'assistance était nombreuse dans la salle du Palais des Fêtes choisie pour cette « réunion plénière ». La plupart des députés du groupe socialiste de la Chambre étaient présents, parmi lesquels MM. Compère-Morel, Mayeras, Sixte-Quenin, Jean Longuet, Laval, Paul Poncet, Jean Bon et Varenne représentant des tendances opposées étaient très entourés. La fédération du Nord était représentée par MM. Lebas, maire de Roubaix ; Saint-Venant, conseiller général de Lille et d'autres évacués. Ses élus, MM. Delory, Ghesquière et Ragheboom, sont, on le sait, retenus comme otages à Lille. On remarquait la présence de nombreux soldats, dont certains décorés de la croix ou de la médaille des braves, délégués par leurs sections respectives.

Après avoir procédé à la vérification des mandats, l'assemblée a entendu la lecture de trois rapports de la commission administrative, de la gestion financière du parti et du conseil d'administration de l'Humanité. Présentés et commentés par MM. Louis Dubreuilh, secrétaire général du Conseil national ; Camélinat, trésorier, et Bracke, ils ont été adoptés.

La deuxième séance a été ouverte à deux heures, sous la présidence de M. Compère-Morel, député du Gard.

Tout ce qui s'est dit dans l'après-midi était secret. Recommandation avait été faite aux délégués de n'en rien répéter, à qui que ce soit, même aux membres du parti socialiste, non délégués, qui stationnent dans les couloirs, comme à la Chambre.

Malgré cette sévère consigne on sait que l'esprit des fractions du parti unifié est toujours aussi opposé, on a pu le constater pendant la discussion de la question qui prime toutes les autres : celle de la reprise des rapports internationaux avec les autres partis socialistes étrangers. Les trois tendances qui s'étaient manifestées au congrès de décembre se sont affirmées avec autant de netteté. Une minorité, dont le syndicaliste Bourderon, à défaut de mandat, représentait l'esprit à la conférence de Zimmerwald, est prête aujourd'hui comme hier à tendre une main fraternelle aux Boches. Ceux-là veulent une réconciliation à tout prix tandis que M. Jean Longuet et ses amis se rendent compte de la nécessité d'y mettre des formes et ils posent quelques conditions. Les uns comme les autres n'ont pas manqué de mettre à profit la scission qui vient de se produire en Allemagne dans la social-démocratie pour amener la majorité, hostile à cette reprise des rapports pendant la guerre, à accepter une prochaine réunion du bureau socialiste international.

Les orateurs furent nombreux, abondants et parfois violents. Parmi ceux qui prirent une part importante à la discussion, MM. Théobaldin, député de Saône-et-Loire ; Montusès, délégué de l'Allier ; Longuet, député de la Seine ; Bourderon, du syndicat des tonneliers et de la C. G. T. ; Lebas, maire de Roubaix ; Mistral, député de l'Isère ; Marcel Sembat, ministre des Travaux publics et Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat des munitions ont pris parti pour ou contre la reprise des rapports internationaux.

C'est seulement à 9 heures 1/2, après qu'on eut prié de nombreux orateurs de moindre importance de renoncer à prendre la parole, tout ayant été dit et redit sur cette question, qu'on a procédé au vote. Et, une demi-heure après, le résultat du scrutin était connu : dix-sept cents mandats se sont prononcés contre la reprise des relations avec les socialistes ennemis et neuf cent quarante pour. La minorité, qui paraît s'être légèrement augmentée, n'en représente pas moins plus du tiers du parti socialiste français.

Une séance de nuit a recommencé à onze heures pour traiter de la participation ministérielle et du « cas Hervé », déjà soumis à l'examen du congrès exceptionnel qui s'est tenu à Paris ces jours derniers. On fait grief au directeur de *La Victoire* d'avoir remplacé la « lutte » par la « collaboration » des classes et on lui reproche encore maintes autres volutes-faces. Cependant des délégués de la Fédération de l'Yonne, à laquelle il appartient, lui gardent leur confiance au point de le soutenir contre la forte majorité qui demande au conseil national de se prononcer sur son cas.

LA MAIN DANS LE SAC

Nous étions persuadés, n'est-ce pas, que les Bulgares sont les pires ennemis des Grecs ? Tel n'est point, apparemment, l'avis du roi Constantin.

Les bons voisins bulgares, l'automne dernier, avaient besoin de sacs pour des expéditions de vivres — en Allemagne, peut-être — et ne savaient comment s'en procurer. L'ingénieur envoyé du roi Ferdinand à Athènes est un homme bien renseigné ; il apprit donc qu'il existait à Salonique environ 40.000 sacs, appartenant à des commerçants, mais réquisitionnés par l'intendance grecque pour le service des troupes.

Tout joyeux de sa découverte, il s'en fut trouver M. Gounaris ; par un télégramme du 8 novembre 1915, dont le texte est garanti authentique par le *Temps*, il raconte ainsi qu'il suit cette entrevue à son président du conseil, M. Radoslavov :

R. N° 927. — Nedkof me communique qu'à Salonique il y a des sacs de toile. J'ai entretenu le ministre Gounaris de cette question ; il me dit ce qui suit :

« Je vérifierai et, si réellement il y a des sacs à Salonique, je recommanderai à la Banque nationale de Grèce de les acheter et de les envoyer à la Banque de Bulgarie, sous le prétexte qu'elle les expédie pour les farines, afin d'éviter l'attention des espions anglais à Salonique. Si vos négociants achetaient ces sacs et que les Anglais en soient informés, nous aurions un grand désagrément. Après s'en être servi pendant les opérations militaires, la Banque nationale de Bulgarie nous les vendra avec les farines. Tout cela sera fait dans le but de justifier l'envoi devant les Anglais. »

Le ministre de l'intérieur me communiquera, après quelques jours, combien de sacs on nous donnera.

Je communique cette dépêche à Nedkof 950./.

PASSAROF.

Le petit complot réussit ; les sacs furent livrés à Sofia. Quant à M. Nedkof, qui était alors consul de Bulgarie à Salonique, il fut ensuite arrêté par les Alliés, envoyé à Toulon et, bonnement, remis en liberté ; son gouvernement vient de le remercier de ses services en le nommant au consulat général de Budapest.

L'Entente a fini par apprendre comment Grecs et Bulgares s'étaient moqués d'elle ; elle proteste, un peu tard. C'est le journal vénizéliste *Patris* qui raconte cette curieuse aventure. Il paraît qu'il y a tout de même, en Grèce, quelques citoyens pour blâmer M. Gounaris. Quelle tristesse pour le digne M. Skouloudis, qui met en pratique avec mégalomanie l'admirable sentence de ce juge du défunt Carillon : « C'est un terrible avantage de n'avoir rien fait ! »

Louis Bacqué

HORS D'ŒUVRE

Sous le signe du crocodile

L'Hôtel-Dieu d'une de nos plus grandes villes de province possède un dôme sous lequel, depuis des siècles, se balance un crocodile empaillé.

Curieux fétiche que se transmettent, d'âge en âge, les administrateurs respectueux de la tradition.

Fétiche et peut-être symbole. Il est permis de croire que ce crocodile est l'Esprit de la Maison, comme le crocodile de *Mugger-Ghant*, d'après Kipling, était l'Esprit du Fleuve.

Voici ce qui semble le prouver. Je me borne à rapporter le récit d'un témoin digne de foi, tant par sa qualité dans le civil que par son grade dans la hiérarchie militaire.

Un blessé, casaque, allait succomber. Le chirurgien décida de recourir à la suprême ressource : la transfusion. Il fallait que quelqu'un, tout de suite, se dévouât... Simplement, comme elle eût apporté un seau d'eau, une fille de salle apporta son sang. Elle s'étendit près du mourant ; on ouvrit les deux artères, rejointes par un tube. Le soldat fut sauvé.

Mais la jeune femme, on le comprend, se releva un peu affaiblie... Le lendemain, elle ne se trouva pas bien. Pendant quelques jours, elle ne put reprendre son service.

Ne vous inquiétez pas. L'administration a pensé à elle ; l'administration est vigilante.

Lorsque, à la fin du mois, la fille de salle s'est présentée à la caisse pour toucher, on a déduit de son maigre salaire le montant des journées qu'elle avait « perdues » par suite de son acte imprudent.

Imprudent, car, à sa timide réclamation, on a répondu par cet argument irrésistible :

« Vous vous êtes prêtée à la transfusion du sang ; c'est fort bien. Mais ce n'était pas dans votre service. On ne vous doit rien. »

Voilà ce que c'est que de faire de la fantaisie, mademoiselle.

Venez le crocodile qui se balance sous le dôme de l'Hôtel-Dieu. En vérité, c'est l'Esprit de la Maison.

ZETTE.

Les feuilles repoussent

L'Événement renait ce matin. Son directeur, M. Alexandre Israël, nous informe qu'il sera secondé par un comité de rédaction composé de MM. Alexandre Bérard, sénateur, et Alexandre Varrenne.

Souhaitons que ce triumvirat d'Alexandres accélère la victoire...

Et maintenant, quand paraîtra l'Opinion française, pour mener campagne contre l'article 419 ?

Encore un métèque ?

Est-ce que vous saviez que M. Couyba est arménien ?

Le sympathique ancien ministre du

commerce, qui s'adonne principalement au commerce des muses, ne chante plus seulement les beaux yeux de Manon ; il compose aussi des chansons en l'honneur de l'Arménie, et M. Sullivan, de l'Opéra, entonnait hier à la Sorbonne ce couplet délicat :

Arménie,
Où jadis fut l'Eden,
Du genre humain premier jardin,
De nos aïeux terre bénie !
O paradis !
O mon pays !

D'où il appert que le poétique sénateur aurait également une origine paradisiaque.

Tous nos compliments.

La crise du français

On a prétendu que le rôle des critiques militaires devait se borner à traduire en français notre communiqué officiel.

A l'encontre de cette assertion, nous citons ce passage de l'article quotidien d'un de nos plus brillants stratèges honoraires :

Les Allemands persisteront dans leurs tentatives jusqu'à la consommation totale de leurs dernières cartouches, ou bien jusqu'à la démoralisation qu'il suffit d'une minute pour faire naître ou bien encore jusqu'à ce que notre offensive, en un tout autre point, n'oblige le Kaiser à lâcher prise devant Verdun pour courir sur le front où il sera obligé de se défendre.

Protocole

Une dépêche de l'agence Reuter annonce à l'Europe qu'un complot anarchiste, ayant pour but l'assassinat de tous les chefs d'Etat actuellement en fonctions, vient d'être découvert à Chicago.

Une déclaration formelle, faite par le procureur général, assure que la liste des victimes commençait par le tsar. Le Kaiser venait ensuite.

Ce qui est très amusant, c'est que les journaux boches, commentant cette nouvelle, se montrent prodigieusement vexés de la place obtenue par leur souverain sur la liste des régicides.

Pour un peu, ils soulèveraient un incident diplomatique au sujet du manque d'égards des anarchistes de Chicago envers l'empereur d'Allemagne.

Nous sommes de leur avis. C'est par Guillaume II qu'il aurait fallu commencer.

LA MODE ET LA GUERRE

Nous avons reçu de M. Ainé, président de la Chambre syndicale de la couture parisienne, une lettre intéressante et spirituelle dont nous avons plaisir à publier ce passage :

... Voyez comme, en prêchant l'économie, sous prétexte de pouvoir soulager des misères, vous arriveriez à créer d'autres misères, dans ce petit monde de la couture auquel, je suis sûr, vous portez intérêt et qui, lui-même, a été déjà bien éprouvé... Où voit-on d'ailleurs tant de falbalas, tant de dentelles, si ce n'est dans ces modèles destinés bien plus à nos clientes étrangères qui, croyez-le, savent apprécier notre goût. Grâce aux efforts de nos maisons de couture, les exportations en robes de soie ont été les mêmes en 1915 qu'avant la guerre, en 1913.

« Enfin, votre correspondant boche n'aime pas les échafas et les piliers emmanchés dans des chaussures ridicules. Nul doute, puisqu'il est si bien avec M. Malvy, qu'il ait pu se rendre à Berlin et qu'il en revienne secouru de voir les Berlinoises singulièrement gracieuses Parisiennes.

Un hommage à l'Arménie

Les Amitiés franco-étrangères avaient organisé hier, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, une manifestation en l'honneur de l'Arménie.

M. Paul Deschanel, qui présidait cette solennité, avait à ses côtés, sur l'estrade, MM. Painlevé, ministre de l'Instruction publique, et Anatole France, président des Amitiés franco-étrangères. Un grand nombre de notabilités des lettres, des sciences et de la politique se pressaient dans la salle.

Discours de M. Deschanel

Le président de la Chambre des députés a prononcé un discours dont voici le début :

Sous les auspices des Amitiés franco-étrangères, nous venons préparer ici un grand acte de justice.

Un peuple s'est rencontré aux lieux les plus vénérables de la terre, intelligent, laborieux, cultivé, mariant la finesse asiatique à l'esprit de l'Europe, avant-garde de la civilisation gréco-latine en Orient, qui un jour mêla son destin, sous les Lusignan, à celui de la France ; qui, après avoir goûté la puissance et la gloire, tomba sous le joug ottoman, et dont l'existence, depuis lors, n'a été qu'un long supplice : tantôt le silence du sépulcre, coupé de loin en loin par un psaume liturgique, évocation de la liberté perdue ; tantôt les massacres, les incendies, les pillages, les viols, les proscriptions, les conversions forcées, les exactions de toutes sortes. Les Arméniens persécutés, errants, implorèrent l'Europe. L'Europe, au Congrès de Berlin, se porta garante de la sécurité de l'Arménie.

Promesse vain ! Alors, de France, d'Angleterre, d'Italie, de Russie, de Suisse, d'Amérique, des voix généreuses s'élevèrent, et parmi elles celle de l'écrivain illustre, de ce maître de notre langue, Anatole France. A chaque protestation nouvelle répondaient de nouvelles tueries et cet héroïque martyr d'un peuple devenait le scandale du genre humain. Pourquoi ?

L'orateur rappelle les massacres de 1914 et de 1915 et continue en ces termes :

C'est l'Allemagne d'abord que nous rendons responsable de tous ces forfaits. C'est l'Allemagne, qui, signataire du traité de Berlin, a violé ses engagements en n'empêchant pas un sultan sanguinaire de torturer les Arméniens, comme c'est l'Allemagne qui, garante de la neutralité belge, a ravagé la Belgique. Cependant qu'à La Haye, elle combattait les extensions de l'arbitrage proposées par nos plénipotentiaires, s'ingéniant à réserver les chances de guerre au moment même où nous nous efforcions de les réduire, en Orient elle couvrait toutes les violences qui pouvaient assourdir ses convoitises.

Et ce n'est pas le moindre châtiement de l'Allemagne, — avant le châtiement suprême qu'elle attend, — ce n'est pas le moindre châtiement de cette race, qui se pique de personnifier une culture supérieure et qui prétend traîner l'univers à sa remorque, que de ses victoires dépende l'asservissement des peuples et de ses défaites leur libération. Oui, la Prusse s'est agrandie en violant partout le principe des nationalités, en Pologne, en Danemark, en Alsace-Lorraine. Partout, les nations captives attendent du triomphe des Alliés leur salut. Arméniens, Syriens et Libanais, Serbes et Yougo-Slaves, Tchèques, Roumains de Transylvanie, Italiens de Trente et de Trieste, Polonais, Belges, Alsaciens-Lorrains. Et les neutres, molestés, insultés, attendent de notre victoire leur sécurité, le respect de leur dignité et de leurs droits, les Etats-Unis, la Hollande, la Norvège, la Suisse. Toutes les forces d'humanité sont unies contre le génie du mal.

Patience ! La France, qui l'héroïsme sublime de ses enfants a replacé à son rang, la France peut dire à l'Allemagne : « Tu jettes la fleur de la jeunesse et ton idéal d'autrefois en d'inutiles carnages. Tu t'es trompée ; tu as jugé la France sur une écume cosmopolite qui, à la surface de Paris, la cachait à tes yeux. La France, à qui tu prodiguais tes mépris, est apparue sur la

Marne, au Grand Couronné, sur l'Yser, à Verdun, plus vaillante, plus grande que jamais. Tu essayais de faire croire — et il se trouvait des ignorants et des niais pour écouter les fausses leçons — que l'Arménie était jeune et que la France était vieille, comme si le Brandebourg ou la Prusse étaient toute l'Allemagne, comme si Charles Quint était plus jeune que Henri IV, Othon que Philippe-Auguste, et Attila que Clovis ! »

En terminant, M. Deschanel fait un rapprochement entre l'Alsace-Lorraine et l'Arménie, toutes deux malheureuses et gémissant sous la botte teutonne, et déclare qu'après avoir vu les aigles vengeresses de la Russie à Erzeroum, on verra enfin les trois couleurs de la France flotter sur les cathédrales de Metz et de Strasbourg.

Discours de M. Painlevé

Après M. Deschanel, dont le discours a été très applaudi, M. Painlevé a pris la parole :

Lorsque, voici plus de cinq cents ans, dit le ministre en débutant, Tamerlan, le plus sanguinaire des conquérants asiatiques, arriva devant la ville aux cent mille roses, Sivas, la perle de l'Arménie, l'histoire raconte que les habitants épouvantés envoyèrent au devant du dévastateur, pour l'attendrir, des milliers d'enfants vêtus de blanc et portant des fleurs. Timour le Boiteux contempla longuement de ses yeux cruels cette innocente armée qui s'en venait vers lui suppliante et craintive. Puis il fit charger ses cavaliers mogols et broya sous le sabot des chevaux les enfantines cohortes aux bras chargés de roses.

Le crime monstrueux de Tamerlan s'est renouvelé de nos jours et les massacres qui depuis un an ensanglantent l'Arménie égalent, dépassent même par leur cruauté les plus atroces légendes.

L'Allemagne peut être fière de son œuvre, déclare l'orateur ; sa gloire hideuse a effacé celle de Tamerlan.

Discours de M. Anatole France

M. Anatole France, président de l'Association des Amitiés franco-étrangères, se lève après M. Painlevé et prononce un discours d'une haute tenue littéraire dont voici les passages essentiels.

Après avoir rappelé les massacres ordonnés par le sultan Abd ul Hamid qui, il y a vingt ans, ensanglantèrent l'Arménie, M. Anatole France s'écrie :

Quelques voix seulement en Europe, quelques voix indignées protestèrent contre l'égoïsme d'un peuple. En France, un très petit nombre d'hommes appartenant aux partis les plus opposés, s'unirent pour revendiquer les droits de l'humanité si grandement offensée.

... Il convient donc, mesdames et messieurs, qu'une assemblée de Français rende à ce peuple, dans sa grande et noble infortune, un solennel hommage. Nous accomplissons ici ce devoir sacré. Nous rendons à l'Arménie les honneurs dus moins encore à ses illustres infortunés qu'à la constance avec laquelle elle les a supportés. Nous la louons de cet invincible amour qui l'attache à notre civilisation. Car l'Arménie est une à nous par des liens de famille, et, comme l'a dit un patriote arménien, elle prolonge en Orient le génie latin. Son histoire, hélas ! que M. Paul Deschanel vient de nous en donner un vigoureux raccourci, se résume dans un effort séculaire pour conserver l'héritage intellectuel et moral de la Grèce et de Rome. Puissante, l'Arménie le défendit par ses armes et ses lois, vaincue, asservie, elle en garda le culte dans son cœur. L'on peut dire qu'en ces heures récentes dont M. Painlevé nous a retracé éloquemment l'horrible sans exemple, plus de cinq cent mille Arméniens sont morts pour notre cause, et notre nom sur les lèvres. « Ces chrétiens, disent les Turcs, organisaient une vaste insurrection et tendaient la main aux ennemis du Croissant. » Les assassins ne sauraient légitimer leur crime par cette imputation. Mais il est vrai que les Arméniens appelaient de leurs vœux la victoire de la France et des Alliés.

Au reste, la destruction de ce peuple, qui nous aime, était résolue dans les conseils du gouvernement turc. Tout ce qu'il y avait de Samsoum à Diarbékir, de jeunes hommes, de vieillards, de femmes, d'enfants, périt assassiné par ordre du sultan, avec la complicité de l'Allemagne.

L'Arménie expire. Mais elle renaitra. Le peu de sang qui lui reste est un sang précieux dont sortira une postérité héroïque. Un peuple qui ne veut pas mourir ne meurt pas.

Après la victoire de nos armées, qui combattent pour la justice et la liberté, les Alliés auront de grands devoirs à remplir. Et le plus sacré de ces derniers sera de rendre la vie aux peuples martyrs, à la Belgique, à la Serbie. Alors, ils assureront la sûreté et l'indépendance de l'Arménie. Penchés sur elle, ils lui diront : « Ma sœur, lève-toi ! Ne souffre plus. Tu es désormais libre de vivre selon ton génie et la foi. »

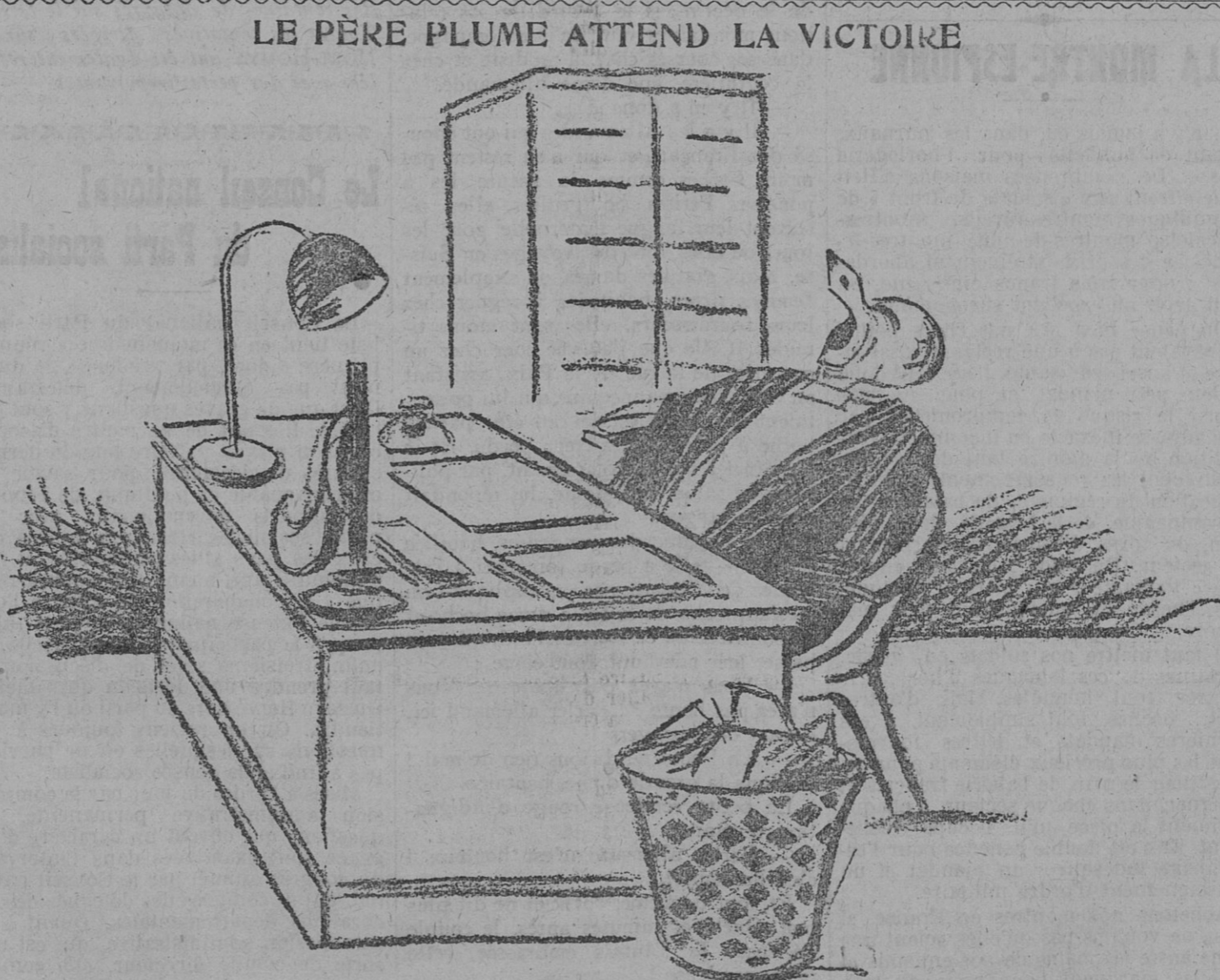
Cette matinée littéraire et musicale s'est terminée par l'hymne arménien, composé à la demande de la colonie arménienne et de la délégation nationale, d'après une mélodie populaire arménienne, par le poète des *Hymnes de France*, M. Maurice Couyba, et chanté par M. Sullivan, de l'Opéra.

POUR RESSERRER LE BLOCUS

Londres, 9 avril. — Le roi a reçu hier le capitaine de frégate Arthur Sénéchal, ainsi que MM. Guillaume Godin, Henri de Peysler, René Thion, Delachaux, Jean Périet, membres français de la commission internationale de ravitaillement, auxquels il a décerné la croix de chevalier de l'Ordre du Bain ; le capitaine Garston-Doumay de Castelle, le capitaine Alfred Loewenstein et MM. Edouard Pollet et Victor Bernard, membres belges de la même commission, qu'il a créés également chevaliers du Bain.

L'ŒUVRE

DIT CE QUE PENSE HAUT LE MONDE BAS



« Le temps est notre meilleur allié... »

(Air connu.)

"L'Œuvre" Féminine

Préparons le travail des femmes

Il n'a jamais été aussi difficile que maintenant de sortir de l'actualité. Ouvrez-vous la bouche pour parler d'autre chose que de la guerre, on vous arrête en vous demandant si c'est bien là le moment et vous avez l'air de manquer à la fois aux convenances, au public et à la patrie. Pensons à vaincre, nous dit-on. Certes, mais pensons aussi à persévérer dans la victoire ; appliquons-nous d'avance à en assurer la durée, en prévoyant les difficultés qui la suivront, les ruines et les maux qui en seront le prix.

De tous ces maux, aucun ne sera plus douloureux ni plus grave, que le manque d'hommes et c'est, dès maintenant qu'il nous faut songer à la manière dont nous remplacerons au magasin, à l'usine, au laboratoire, à l'école, tous ceux qui sont morts ou qui vont mourir. Nous n'aurons pas le choix : en attendant que les petits grandissent et que se multiplient les hommes de France, c'est aux femmes et aux étrangers qu'il faudra bien avoir recours et nous sommes tous d'accord pour reconnaître que l'homme d'ailleurs devra passer après la femme de chez nous.

Car nous ne ferons pas seulement œuvre utile, mais œuvre juste en acceptant de très bon cœur l'activité féminine. Beaucoup, parmi celles qui viendront proposer leurs aptitudes, offrir leur travail, auront besoin de ce travail pour vivre, pour aider du moins l'Etat à les faire vivre et à élever leurs orphelins. Un grand nombre ne se marieront pas parce que la guerre leur aura pris ceux sur lesquels leur jeunesse avait pu compter. Et les mères autrefois secourues par leurs fils, et les femmes de ces combattants qui reviendront chez eux affaiblis, moralement mutilés et que guêtera la maladie, le chômage et la mort prématurée ! Si, en temps normal une femme sur trois gagne son pain, elles seront innombrables demain, celles que la nécessité ou la solitude pousseront vers les vides qui se seront ouverts dans tous les rangs.

Mais le bon vouloir n'a jamais suffi à faire seil de bons ouvriers et il n'y a pas d'aptitudes qui dispensent d'une préparation. Quand les femmes viendront affirmer leur droit d'être choisies partout, de préférence à un étranger, encore faudra-t-il qu'elles puissent offrir des garanties de compétence, compétence sans laquelle leur concours ne vaudrait rien et trait même à l'encontre des intérêts nationaux qu'il serait censé servir. Contrairement à la métaphore populaire, ce n'est jamais de bras qu'on a besoin, mais de mains, de mains exercées et habiles. Rien ne serait plus néfaste que la femme à tout faire, bonne, en vérité, à diminuer la qualité de la production, à faire baisser les salaires, à perpétuer, au sein de la classe ouvrière et des autres, cette triste rivalité de sexes que nous n'avons que trop connue.

Préparons le travail des femmes, si nous voulons qu'il porte tous ses fruits et qu'il n'en porte que de bons.

Or cette préparation doit être double : précise et professionnelle, sans doute, — on s'en préoccupe déjà et nous aurons à y revenir — il la faut également générale, propre à mûrir les esprits en même temps qu'à déterminer les vocations. Aux femmes qui auront besoin de prendre des initiatives, il faut en fournir l'occasion, mais en donner d'abord le goût et le pouvoir. L'éducation constitue cette préparation première, insuffisante mais indispensable et dont le sort de la seconde dépend.

Savons-nous élever nos filles ? L'enseignement qu'elles sont en train de recevoir, tant à l'école qu'au lycée, répond-il aux nécessités nouvelles ? Comment les femmes que nous y formons aborderont-elles la vie ? Remplies de quel esprit ? Prêtes pour quelles tâches ? Qu'on ne s'y trompe pas, il n'y a guère de question plus étroitement liée que celle-là à l'avenir de la patrie.

A l'heure où les ouvriers vous manquent, non plus provisoirement, comme aujourd'hui, mais pour plusieurs générations ; quand vous voudrez, cependant, récolter votre victoire, assurer à la France cette expansion universelle dont vous rêvez ; lorsqu'il s'agira de produire et de surproduire, quelle sera la qualité de cette main-d'œuvre que les circonstances ou votre propre esprit de justice vous imposent ?

Nous aurons besoin d'enfants, nous dit-on, bien plus que d'ouvrières. Avant de former des travailleuses, préparons des mères à la France. Préparons des mères, en effet, c'est-à-dire assurées à celles qui auront la chance de trouver ou de retrouver un mari les moyens de vivre et de multiplier, au milieu d'une société où la vie seule sera devenue déjà si difficile. On a d'autant plus d'enfants qu'il est possible de les élever à meilleur compte. D'ailleurs, il est bien entendu que cette éducation réformée devra toujours préparer les filles aux maternités futures, leur enseigner de très bonne heure — ce que la nôtre ne fait pas ou pas assez — le soin intelligent et minutieux des petits enfants. Faisons des mères capables de donner, de soigner et de gagner la vie, tandis que nous procurerons aux moins chanceuses le pouvoir de vivre tout court. Que toute école fournisse, en même temps qu'une éducation générale, une éducation domestique, une orientation professionnelle et nous verrons vite disparaître la prétendue rivalité du foyer et du métier.

Mais ni l'école ni le lycée d'aujourd'hui ne se préoccupent assez de la carrière future : l'une, parce qu'elle n'y pense pas ; l'autre, parce que ses programmes sont mal compris ; la jeune fille du peuple devient, au petit bonheur, couturière, modiste ou lingère et se résigne à mourir de faim avec l'un quelconque de ces métiers « féminins », uniquement parce que ses parents et ses maîtres ont manqué d'imagination. La petite bourgeoisie tâche d'entrer à Sevres, s'épuise dans cet effort, échoue et ne sait plus que faire parce que son « diplôme » ne lui permet même pas de prendre une licence dans une Faculté. Et pourtant, l'insuffisance de l'enseignement est grave, quand c'est le bonheur des individus et la richesse de la patrie qui en dépendent !

Une Universitaire

Une nouvelle levée de battoirs ?

Les patrons des lavoirs de la Villette qui avaient augmenté leurs prix ont cédé devant le boycottage des blanchisseuses. Ils ont réfléchi qu'il ne leur servirait à rien d'avoir augmenté leurs prix s'ils n'avaient plus de clientes et ils ont convenu qu'ils avaient fait une mauvaise affaire. D'un commun accord ils ont donc décidé de se contenter d'un bénéfice moindre et c'est M. Paris, le conseiller municipal, qui a annoncé cette bonne nouvelle aux intéressées. Les blanchisseuses et les ménagères vont, en conséquence, reprendre le travail aujourd'hui dans tous les lavoirs, comme par le passé.

Depuis l'agitation n'est pas complètement terminée. Calmée dans le dix-neuvième arrondissement, elle naît dans le vingtième. Quand elles apprennent que l'ancien tarif était remis en vigueur, les blanchisseuses de Belleville conviennent d'employer le procédé qui avait si bien réussi à leurs

voisines. Elles ont commencé par tenir hier une réunion rue Saint-Fargeau, puis elles vont entreprendre des démarches auprès des patrons de lavoir. Si la conciliation ne réussit pas, elles voteront la grève et iront laver leur linge à cinq cents mètres ou à un kilomètre de leur domicile.

Et ce sera le tour des patrons de lavoirs du XIX^e arrondissement de recueillir la clientèle de leurs collègues...

Carnet d'une féministe

Gloire... et misère des femmes

On ne cesse de tresser aux femmes des couronnes pour leurs mérites depuis la guerre. Les plus hauts personnages chantent leurs louanges sur toutes les tribunes, jusqu'à la Chambre, jusqu'au Sénat, partout. Le public s'imagine que, désormais, la question féminine est résolue et que nul n'osera plus rien refuser à des créatures qui se sont montrées si utiles et si admirables.

Il est facile, dès maintenant, de prévoir ce qu'il en sera.

La guerre a hâté la promulgation de cette loi du minimum de salaire qui, comme toutes les réformes d'intérêt féminin, sommeillait au Sénat après une longue station à la Chambre. L'activité des femmes devenait si nécessaire qu'il fallait bien faire quelque chose pour l'encourager ; et, d'autre part, le scandale de l'exploitation de l'ouvrière à domicile apparut plus monstrueux du jour où les mercantis de l'aiguille s'enrichirent à la fois de la tuerie des hommes et de la misère des femmes.

La loi fut votée. Des commissions, composées d'ouvriers et de patrons, reçurent la charge de fixer une base aux prix du travail à domicile. Ces commissions furent longues à constituer, lentes à fonctionner. Après vingt mois de guerre, nulle part la loi ne peut encore être appliquée.

Mais voici que la commission de la Seine achève son œuvre. Enfin, dans un département au moins, les salaires vont se relever ! Allons donc, ce serait trop beau. La commission n'aboutit qu'à un conflit : les ouvriers veulent que le prix minimum des travaux soit calculé à raison de 0 fr. 50 l'heure, les patrons ne concèdent que 0 fr. 30. Trois francs en dix heures, n'est-ce point une journée superbe... pour une femme.

Le conflit a été soumis à la commission nationale, qui est comme la cour d'appel des commissions départementales.

Et l'exploitation continue. Jusque dans les villes du front, les soldats indignés la constatent. Des plaintes se lèvent de tous côtés. Il m'en vient une d'Argenteuil, où une épaulière à mitrailleuse est payée dix centimes à l'ouvrière ; c'est une besogne compliquée ; elle n'en peut faire plus de huit à dix par jour. Soit un gain de 0 fr. 80 à 1 franc, dont il faut déduire le coût du fil spécial, de l'éclairage, du repassage des doublures, etc. Pour celles-là, comme pour la plupart des travailleuses à domicile, le minimum de 3 francs serait déjà un progrès considérable.

Mais les membres ouvriers de la commission de la Seine, dont une ouvrière, Mlle Bouvier, font bien de tenir bon. Si, avec un franc par jour une femme doit mourir, avec trois francs elle ne peut pas vivre. Il faut qu'enfin aboutisse la première de toutes les revendications féministes. Il y a cent vingt-sept ans, à l'aurore de la Révolution, les femmes du Tiers réclamaient déjà au roi Louis XVI un travail qui les nourrit afin de n'être point réduites à voir dans le vice la seule ressource qu'on leur laissât. Maintenant on n'a jamais dû être vaincue la honteuse résistance des industriels qui amassent des millions en prolongeant dans les taudis cette autre forme de la traite des blanches : le travail à vil prix. C'est fort bien de brûler aujourd'hui de

Des internés originaires du Tyrol travaillaient à la fenaison. Ils avaient l'air d'un chœur d'opéra. L'air frais des prés, des bois, le chaud parfum des gains remués par les fourches de bois sous la caresse ardente du soleil produisaient sur M. Perrussel les effets d'un baume et calmèrent les malaises de cette victime des atrocités culinaires boches.

Le supplicé finit par s'intéresser au paysage délicieux au sein duquel la France faisait vivre ses ennemis, et au pittoresque des dortoirs où M. Puttkamer le trimballa, sous prétexte de l'initier à la vie du camp.

Ces lits militaires, alignés dans des chambrées qui occupaient les cloîtres et les immenses communs voûtés restés debout, donnaient l'impression d'une caserne abandonnée par ses soldats et envahie par les passagers de toutes classes d'un navire torpillé. C'était, du moins, le mobilier d'une caserne, avec du désordre, de la crasse, de la misère et de l'interlopie.

Dans une même chambrée, des paravents isolaient *ad libitum* des familles et des individus. Entre les lits s'appréhendaient parfois des berceaux où piaillaient d'affreux moutards que des mères en cheveau, vêtues de loges à rayures, objurquaient en un charabia qui était du boche, du hongrois, du polonais, de l'italien mâtiné de patois de Saint-Ouen.

Allons dans le principal bâtiment ! dit M. Puttkamer. C'est notre quartier,

l'encens aux pieds des collaboratrices de la défense nationale. C'est insuffisant. Il faut vouloir leur assurer du pain pour demain, pour toujours.

Jane Misme

LE CHAMP D'HONNEUR

M. Bébert, François-Xavier-Henri, capitaine au 351^e régiment d'infanterie, a été nommé dans l'ordre de la Légion d'honneur, au grade de chevalier.

« Officier très brave qui a fait preuve en toutes circonstances des plus hautes qualités militaires. S'est brillamment conduit au cours des combats du 21 au 25 février 1916. A assuré jusqu'à la dernière limite, sous un bombardement très violent et prolongé, la défense de ses positions. A été blessé le 6 septembre 1914 et cité à l'ordre de l'armée en janvier 1915.

« La présente nomination comporte l'attribution de la croix de guerre avec palme. — Signé : J. JOFFRE. »

Que notre ami M^e Bébert, le jeune et brillant avocat à la cour, nous permette de lui présenter nos plus vives félicitations... pour la belle plaidoirie — la plus belle ! — qu'il vient de prononcer, face aux Boches, à la tête de sa compagnie.

Nous apprenons avec le plus vif regret la mort de notre confrère André Dupont, mort le 5 mars à l'ambulance de Bevaux (Meuse), des blessures reçues le 3 devant Verdun.

André Dupont avait publié l'*Intransigeant* des articles très personnels et des critiques littéraires fort appréciées. C'était un timide et un triste ; mais il avait l'âme ardente de ceux qui acceptent noblement le sacrifice quand la patrie est en cause. Il l'a prouvé...

On nous écrit :

UNE TRISTE CHOSE

Une petite couturière, qui travaille chez elle pour des clientes, se marie trois mois avant la guerre. Son mari, appelé sous les drapeaux, disparaît dans une action qui a lieu dans les trois ou quatre premiers mois ; on a des nouvelles de camarades faits prisonniers. La petite ouvrière se désole ; elle fait écrire à tous les bureaux de renseignements, aux familles, à Genève, à Berne, aux camps de prisonniers où sont détenus les camarades du disparu. — Elle reçoit des réponses négatives. Elle porte déjà le deuil. Son court mariage a aggravé ses charges, car elle donne sur ses vingt-cinq sous par jour quelque chose aux vieux parents de son mari. Ces jours derniers, la concierge la prévient qu'une dame la demande. Elle descend et se trouve en présence d'une inconnue qui a une communication à lui faire.

— Montez chez moi, madame, si c'est pour un affaire privée.

— Oh ! mais non ; si je devais monter chez tous ceux que je visite, je n'en finirais pas. Ce que j'ai à vous dire, c'est que votre mari est bien mort, il n'est pas prisonnier.

La dame s'en va, laissant la petite ouvrière en larmes.

— Maintenant que vous le savez officiellement, j'espère bien que vous allez démentir, dit la concierge qui a tout entendu.

UN DON DU CANADA

Une nouvelle formation sanitaire, fondée par l'Université de Laval (Montréal, Canada), et qui comporte 1.040 lits, vient d'être offerte officiellement au gouvernement français par le gouvernement canadien pour être ajoutée à la formation déjà existante à Saint-Cloud.

Les deux hôpitaux seront placés sous le commandement du colonel Migault, du camp militaire canadien, spécialement accrédité par son gouvernement.

UNE HEURE DE MOINS

Genève, 8 avril. — On a calculé, en Allemagne, que l'introduction de l'heure d'été du 1^{er} août au 30 septembre, permettra de réaliser une économie de 200 millions de marks, rien que sur l'éclairage public.

L'« Œuvre » militaire

Ce à quoi on emploie

LES AUXILIAIRES

J'ai trouvé, ce matin, un billet impératif dans mon courrier : « Vous êtes invité à vous présenter à onze heures trente au commissariat de police de votre quartier... N'ayant, après un plongeon dans ma conscience, rien constaté d'illicite, n'ayant nul souvenir d'avoir ni volé, ni tué, ni empoisonné, ni même passé la mesure des convenances, ou plutôt de l'inconvenance, à l'égard d'Anastasia, je me suis rendu à cette invitation d'un pas léger. J'ai trouvé là un commissaire charmant avec lequel s'est échangé le dialogue suivant :

— Asseyez-vous. J'ai un mandat à vous remettre.

— Un mandat ? La poste se serait-elle donc installée dans les bureaux du commissariat ?

— Non, la poste, c'est fait pour le fretin ; il s'agit d'un mandat administratif qui atteint 97 centimes. Et il vous est envoyé par le maire de X...

— En effet, j'ai la joie d'être créancier de la forte somme de quatre-vingt-dix-sept centimes sur la Ville de X... Mais pourquoi diable vous l'envoie-t-elle au lieu de me l'adresser directement par la poste ?

— Parce que ce n'est pas réglementaire ! Le maire de X... a remis ce mandat rouge, établi en vertu de l'article 13 du chapitre 14 du budget départemental, au sous-préfet de son arrondissement. Le sous-préfet l'a envoyé au préfet, lequel l'a transmis au ministre de l'Intérieur. Le ministre l'a adressé à la Sûreté générale, la Sûreté générale à la Préfecture de police et la Préfecture de police à moi. Voilà !... Maintenant, il me faut une signature.

Je donnai la signature, ahuri...

— Et l'accusé de réception, qu'en faites-vous ?

— L'accusé ? Il va reprendre la route inverse. Votre dossier va se promener de chez moi au quai des Orfèvres, du quai à la Sûreté, de la Sûreté à l'Intérieur, de l'Intérieur à la préfecture expéditive, de la préfecture à la sous-préfecture et de la sous-préfecture à la mairie de X... Ensuite, par l'intermédiaire de la Trésorerie, votre mandat ira échouer, après perception, dans les caueux de la Cour des Comptes. Evidemment, ça fait beaucoup de « chichis » pour bien peu de chose. Mais, au fond, ça ne gêne pas trop l'Administration : la Guerre lui donne des auxiliaires tant qu'elle en demande et elle n'a jamais été aussi riche en scribes.

... Riche en scribes ! jamais, en effet, la France ne l'a été autant.

Mortimer-Mégret

RÉPONSES

Nous prions nos lecteurs de rédiger leurs demandes de renseignements sous la forme la plus brève et la plus précise, en évitant tous détails inutiles. Les résumer en quelques lignes si possible.

G. L. V. 1833. — Oui. Faire une demande au général commandant la région.

O. L. 17. — Ils incombent au soldat.

J. B. 40. — Adressez-vous à l'office national de placement des réformés, 95, quai d'Orsay.

Fortin. — Nous croyons que vous pouvez attendre sans inconvénient.

S. M. — Cette question dépend de l'évaluation médicale. Ce sont les médecins qui la chiffrent.

De V. 12. — Vous pouvez vous adresser au consulat britannique, 6, rue Montalivet.

L. C. 1052. — Adressez une demande de mutation au général commandant la région en indiquant les motifs.

Landois B. 129. — 1^o Non. 2^o Un an.

E. L. 45. — Votre tour viendra. Attendez.

Mlle Joséphine. — Si vous avez un certificat d'origine, le prêt vous est dû.

gnées. En même temps, des cris terribles de pintade en colère se mêlaient au bruit d'une course folle sur les dalles du dortoir. Des sabots claquaient sur la pierre.

Une femme énorme, rouge, aux yeux flamboyants, poursuivait un homme à favoris, aux lèvres et au menton rasés, grassouillet et plutôt ventru, assez petit.

M. Perrussel avait été son canotier et froissait son crâne où il y avait une bosse.

— Mais je le connais ! s'écria-t-il en apercevant l'homme qui fumait devant la virago. C'est le valet de chambre de mon dentiste ! Court-il ! Court-il !

La femme et l'homme couraient, en effet, avec une agilité qui était en raison inverse de leur volume. On s'expliquait, en les observant, la fougue et la rapidité des attaques boches en colonnes par quatre. Quiconque se fut trouvé devant l'homme eût été renversé. Et la femme, ensuite, l'eût broyé ! Elle n'avait pourtant plus qu'un sabot ; l'autre, lancé sur l'homme à favoris, était le projectile d'artillerie lourde qui avait bossué le crâne de M. Perrussel, en dépit de la protection de son canotier. Le Boche pointe mal. Sa femme aussi.

Tout en courant, la virago accablait l'homme d'injures qui devaient être sanglantes, mais dont M. Perrussel ne comprenait pas un mot.

(La suite à demain.)

FEUILLETON DE L'« ŒUVRE »
du lundi 10 avril 1916

32

Les Mystères de Corneville

L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR JEAN DRAULT

PREMIÈRE PARTIE

LES SECRETS
DU DEUXIÈME BUREAU

VI

FREDA WALKENITZ, CUISINIÈRE
SYMBOLIQUE

M. Perrussel, ayant bu, s'aperçut qu'une andouille flambée reposait sur son assiette, par les soins de M. Puttkamer qui mordait dans un boudin fiché sur sa fourchette, avec l'appât d'un Berlinois, le soir d'un jour sans viande. M. Perrussel tint à manger son andouille par patriotisme, pour avoir la dernière violence, mais en se tenant l'air d'être un vrai Allemand et mieux comprendre les secrets de l'ennemi.

Mais il trouva que cet entremets constituait une expiation qui dépassait l'importance de sa faute, pourtant si grande.

Au dehors, la « garde civile » accourait avec une pompe à incendie, trompée par la flamme du punch à la choucroute qui illuminait la salle des armures. Elle ne fut pas dérangée pour rien. Les Boches en délire lui versèrent tous les fonds de bouteilles et M. Perrussel conseilla :

— Donnez à ces braves gens le reste des andouilles !

Il craignait qu'on ne le gratifiât d'une nouvelle portion. L'« entremets » dont il venait de prendre sa part et qu'il compara mélancoliquement à l'omelette sibérienne du dernier repas qu'il avait fait chez lui, commençait à lui brouiller le cœur. Un dernier verre de champagne corsé de cassis et de vermouth ne fit qu'accroître la perturbation causée par la cuisine de la Kultur dans cet estomac français. Il demanda à prendre l'air.

Herr Puttkamer lui dit :

— Je vous accompagne, *mein lieber* ! Nous reviendrons prendre le café !

— Oh ! le café ! dit M. Perrussel, méfiant. Qu'est-ce qu'on va encore fourrer dedans ?

M. Puttkamer, titubant, avait passé son bras sous celui de M. Perrussel, pour le soutenir et, au besoin, être soutenu. Ils gagnèrent la région du parc affectée aux concentrés, dans laquelle les ruines de cette partie du manoir créaient un décor si romantique.

DERNIÈRES NOUVELLES

La journée

« Nous progressons à l'est de la Meuse. En Lorraine, une attaque boche échoue. »

« Sur le front serbe, les engagements s'étendent. Des cavaliers français et allemands échangent quelques coups de fusil. »

« Va-t-on réunir le bureau socialiste international ? Le congrès socialiste français, qui s'est tenu hier, en a discuté. »

« Le Parlement italien va s'ajourner. »

« Les preuves s'accumulent : l'Allemagne ne va plus pouvoir nier le torpillage du « Tubantia ». »

« M. Dragoumis, ministre grec des finances, démissionne. Et l'on découvre que M. Skouloudis a fait cadeau à la Bulgarie de sacs appartenant à la Russie. »

« On découvre, pour changer, un nouveau complot à Mexico. »

La politique économique de l'Angleterre

La Conférence économique de Paris aura-t-elle lieu bientôt ? On assure que sa première séance est fixée au 27 avril. Souhaitons qu'elle n'ait à subir aucun nouvel ajournement.

Si la France a, d'une seule voix, célébré l'heureuse opportunité de cette initiative, nos alliés d'Angleterre ont manifesté une hésitation évidente, qui semble avoir un peu surpris chez nous. On aurait tort, pourtant, de s'en étonner : la perplexité du gouvernement britannique tient à d'excellentes raisons, d'ordre politique et traditionnel, qu'il est bon d'indiquer ici.

Il y a, on le sait, chez nos voisins, deux courants économiques inconciliables : le protectionnisme et le libre-échangeisme. Les unionistes sont protectionnistes ; les libéraux, libre-échangistes. La guerre, si elle a modifié certaines idées les plus solides d'entre nous, n'a pas atteint celles-ci. Aussi peut-on imaginer les célèbres unionistes devant la désignation du libéral M. Runciman comme délégué de l'Angleterre à la prochaine conférence. Le gouvernement britannique s'est ému de cette fureur et il a chargé M. Bonar Law d'accompagner M. Runciman et de représenter, avec une autorité incontestable, les éléments anglais qui envisagent sans appréhension une réforme complète de la politique commerciale anglaise. Enfin, il se pourrait que sir Robert Borden et M. Hughes — ce dernier vivement soutenu par le Times et par les Dominions — complètent la délégation britannique.

Certes, la situation de M. Asquith est délicate. Libéral, il se voit aujourd'hui appelé à corriger l'œuvre de Cobden et à briser avec la doctrine du passé. On conçoit donc qu'il marque quelque hésitation et que le cabinet qu'il a constitué « éprouve certaines difficultés intérieures. Mais la nécessité de donner aux Alliés les moyens de défense indispensables contre le « dumping » boche est à ce point évidente qu'elle a déjà arrondi bien des angles. La Conférence achèvera de dissiper les méfiances libre-échangistes.

Car, en dépit de certains articles du Labour Leader ou du Manchester Guardian, la France n'a pas d'intentions ténébreuses à l'égard du commerce et de l'industrie de ses alliés, et c'est une œuvre commune qu'elle entend préparer et réaliser.

SEANCE MOUVEMENTÉE au Reichstag

L'administration est blâmable

Genève, 9 avril. — La séance du Reichstag, vendredi, a été très mouvementée. Le député Cohn, de l'Union socialiste, a déclaré que le ravitaillement des troupes est défectueux. Le traitement de soldats allemands nés de parents anglais ressemble à de la barbarie. Par deux fois, l'orateur est rappelé à l'ordre. Il continue cependant à blâmer l'administration militaire. « Tout n'est pas en ordre dans l'administration de l'armée, dit-il, nous devons exercer la critique la plus sévère et regretter qu'on n'ait pas remédié au mal ; le caractère de caste de notre armée existe toujours. »

Le représentant du ministre de la guerre répond que, malgré la meilleure volonté, les erreurs sont inévitables, mais le ravitaillement des troupes est absolument insuffisant. A Ruhleben se trouvent encore 3.500 Anglais, dont 1.400 marins, 1.500 Anglais de pur sang et 200 juifs anglais. Les 500 autres, de nationalité incertaine, désirent rester anglais pour ne pas être obligés de faire du service militaire. Deux cents demandent la libération et on examine actuellement leur situation. Déjà, plus de mille Anglais ont été libérés.

On note la clôture de la discussion, mais M. Kuhner proteste et le président lui retire la parole.

M. Liebknecht est hué

M. Liebknecht constate que la manière dont le budget a été discuté cette fois-ci est sans exemple dans l'histoire mondiale. M. Liebknecht est rappelé à l'ordre. Il continue : « Cela est inadmissible, au point de vue parlementaire. »

On retire la parole à M. Liebknecht, qui intervient à nouveau lors de la discussion du budget pour la construction d'un camp d'instruction des troupes. M. Liebknecht dit que ces camps d'instruction servent aussi à l'intermède des prisonniers de guerre et qu'on essaie systématiquement de les forcer à devenir traités à leur patrie.

Le président rappelle l'orateur à la question. Au milieu d'une vive agitation, M. Liebknecht dit que le traitement des prisonniers de guerre est contraire aux droits internationaux ; il déclare en avoir les preuves en mains et brandit un papier au-dessus de sa tête : « Il a été reconnu, ajoutez-il, que les mahométans prisonniers de guerre sont traités contre les droits internationaux. »

M. Liebknecht est interrompu par les cris de : « Traître ! Pourquoi n'enferme-t-on pas cet homme dans une maison de fous ? C'est là sa place ! »

M. Liebknecht s'écrie : « Vous voulez me bâillonner systématiquement. »

On lui retire la parole ; il quitte la tribune au milieu d'un grand tumulte.

La démission de von Tirpitz

L'assemblée passe à la discussion du budget de la marine.

Imperturbablement, M. Liebknecht reprend la parole et dit que les luttes autour de la démission de l'amiral von Tirpitz furent très violentes. « Il paraît, ajoute l'orateur, que l'amiral Tirpitz voulait la guerre sous-marine à outrance, tandis que le « Nouveau Maître » y était opposé. Il le temps, nous avons pu nous convaincre qu'en réalité il n'existait aucune contradiction, car le gouvernement tout entier est fermement décidé à employer les sous-marins sans aucun égard. »

« Ce n'est pas la question des sous-marins, c'est la question des buts de la guerre qui a motivé la démission de l'amiral Tirpitz et, à ce sujet, des événements curieux se sont déroulés dans la coulisse. Après que la guerre eût été déclarée, après avoir essayé de nous faire croire qu'il s'agissait de la guerre contre le tsarisme et la réaction... »

L'orateur ne peut pas continuer ; finalement, l'assemblée devient houleuse ; des interruptions jaillissent de tous côtés ; on retire encore la parole à M. Liebknecht, qui quitte la tribune en protestant violemment. La séance est levée.

L'INCIDENT GRÉCO-RUSSE

L'impression à Athènes

Athènes, 8 avril. — L'incident soulevé par la livraison à la Bulgarie de sacs vides entreposés à Salonique et appartenant à la Russie soulève une assez forte émotion dans toute la presse grecque.

La Patrie, qui lança cette information, en maintenant le bien-fondé et fait observer que « ni le bureau de la presse ni le gouvernement ne l'ont démentie ». La Nea Hellas va plus loin et fait connaître « sous toutes réserves » que les puissances de l'Entente auraient exigé l'éloignement de M. Goumaris, directement impliqué dans cette affaire. Les autres journaux venizelistes, tout en reconnaissant la gravité de l'incident, se tiennent sur la réserve jusqu'à plus ample informé et malgré la foi qu'on doit attacher aux informations de la Patrie.

Quant aux feuilles hostiles à M. Venizelos, les unes, comme la Nea Himeria, considèrent que l'incident a été imaginé de toutes pièces et qu'il constitue une « invention malveillante » ; les autres, se basant sur des informations qu'elles disent tenir du gouvernement, déclarent que la livraison des sacs appartenant à la Russie n'a jamais eu lieu et qu'on en peut avoir la preuve à l'administration des douanes de Salonique.

VAPEUR COULÉ

Londres, 9 avril. — Le Lloyd annonce que le vapeur anglais Avon, de 670 tonnes a été coulé.

LE TSAR SUR LE FRONT

Tsarshoï-Selo, 8 avril. — L'empereur est parti pour le front.

LE TORPILLAGE DU « SUSSEX »

M. Lansing répond à M. Baldwin

Nous avons dit que M. Baldwin, qui était avec sa femme et sa fille à bord du Sussex, avait télégraphié au président Wilson pour protester contre l'attentat des Allemands contre un paquebot non armé et ayant des passagers neutres à bord.

M. Baldwin vient de recevoir la réponse suivante de M. Lansing, sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis :

« Professeur J. M. Baldwin, Wimereux. « Le président m'a communiqué votre télégramme du 1^{er} avril. Le département donne au cas du Sussex la plus sérieuse attention et le plus grand soin. »

« Signé : ROBERT LANSING. »

Ajoutons que Mlle Baldwin, grièvement blessée au cours du torpillage, est toujours à l'hôpital de Wimereux dans un état inquiétant.

LES DROITS DES NEUTRES

L'Espagne se défend

Madrid, 8 avril. — Un conseiller de l'ambassade d'Allemagne a conféré longuement dans la soirée avec le comte de Romanos, président du conseil.

Le bruit court que, dans cette conférence, ont été traitées les réclamations formulées par l'Espagne au sujet du Sussex et du Vigo.

La Norvège perd 100 millions

Genève, 9 avril. — Une liste publiée à Stockholm évalue à 91 navires, représentant une valeur de 100 millions de francs, les pertes causées à la flotte de commerce de Norvège par la guerre sous-marine.

L'affaire du « Tubantia »

La Haye, 9 avril. — Les recherches autour de l'épave du Tubantia qui avaient été suspendues en raison du mauvais temps viennent d'être reprises. On déclare dans les milieux bien informés que la culpabilité de l'Allemagne se confirme de plus en plus.

UN NOUVEAU CRIME ALLEMAND

D'après l'Echo belge, une court martiale allemande a condamné à mort pour trahison Mlle Gabriëlle Petit, de Molenbeek. Elle était accusée de diriger un bureau d'information au profit des ennemis de l'Allemagne.

L'exécution a déjà eu lieu.

Mlle Louise de Bettignies, de Lille, a été aussi condamnée à mort pour trahison, mais la peine a été commuée en celle des travaux forcés à perpétuité.

A l'aide de bombes

Dieppe, 9 avril. — Avant-hier, vers dix-huit heures, entrain à nouveau au port le navire-hôpital Ville-d'Anvers, de l'Etat belge, naviguant sous ce pavillon, mais mobilisé par l'Amirauté anglaise.

Il avait à bord les six marins formant l'équipage de la goélette anglaise Clyde, du port de Faversham, navire neuf, qui en était à son premier voyage. La goélette avait été arrêtée par un sous-marin allemand, dont le commandant, après vérification des papiers, donna dix minutes au capitaine pour se réfugier avec son équipage dans l'embarcadere du bord.

Et l'acte de piraterie fut consommé à l'aide de deux bombes placées à bord qui, en quelques minutes, envoyèrent navire et cargaison par le fond.

Communiqué belge

Grande activité de l'artillerie sur le front de l'armée belge, particulièrement dans la région de Dixmude. Lutte de bombe vers Steenstraete.

Communiqué anglais

Londres, 8 avril. — Hier soir et aujourd'hui, les opérations de mines ont été très actives dans les parages des carrières d'Hulluch, de Givenchy et au sud-est de Roelincourt.

Aujourd'hui, l'artillerie a manifesté son activité de part et d'autre, dans la région de Roelincourt, Bellacourt, Souchez, la crête de Lorette et Wubergem.

Dans l'après-midi, les Allemands ont canonné violemment nos tranchées dans le voisinage de Saint-Eloi ; nous avons riposté.

Communiqué russe

Front occidental

Pétrograd, 8 avril. — Duel d'artillerie et fusillade sur le front de la Dvina.

Dans la région de Dvinsk, notre artillerie a ouvert un feu de concentration sur les secteurs près d'Illoukst. Au même endroit, nous avons fait exploser quatre fourneaux, détruisant des tranchées et des blockhaus allemands.

Dans les régions en face de Postavy et des lacs Miazdiol et Narolch, il y a eu une grande activité de l'artillerie ennemie qui a lancé parfois des obus asphyxiants.

En Galicie, dans la région de la Strypa moyenne, à l'est de Podgaïce, les Autrichiens ont tenté une offensive avec des forces considérables ; mais, avant d'arriver à nos positions, ils ont reculé en hâte, menacés par une contre-attaque.

Front du Caucase

Dans la région du littoral, dans la nuit du 6 avril, les Turcs ont tenté de passer sur la rive droite de la rivière du Karadag ; ils ont été chassés par notre feu et par nos grenades à main.

Un complot à Mexico

Washington, 8 avril. — Le gouvernement mexicain reste installé à Queretaro. La police aurait découvert un complot à Mexico. De nombreuses arrestations auraient été opérées. L'insécurité est complète dans la région de Torreon ainsi que dans l'Etat de Vera-Cruz. Des incursions ont été faites sur le chemin de fer, notamment à Cordoba.

Autour de Salonique

Communiqué officiel français

Salonique, 9 avril. — La journée a été plutôt calme, avec seulement une légère activité de toutes les armes.

Des détachements de cavalerie française et allemands ont échangé quelques coups de fusil. Il y a eu quelques hommes et quelques chevaux tués ou blessés. La canonnade d'hier a diminué d'intensité ; les petites pièces allemandes ont tiré sans aucun résultat sur les positions françaises quelques obus.

Les engagements s'étendent maintenant sur les secteurs bulgare et allemand alliant depuis Guevgueli jusqu'à Doiran.

Les Allemands ont lancé devant le front français deux ballons captifs. Aujourd'hui, aucune activité aérienne n'est à signaler.

A la suite du mouvement des troupes bulgares, le trafic entre la Grèce et la Bulgarie a été interrompu.

M. Barthou à Marseille

Marseille, 9 avril. — M. Louis Barthou, ancien président du conseil, arrivé ce matin à Marseille, a donné, cet après-midi, à 5 heures, au théâtre des Nations, une conférence au profit des ouvriers et des diverses œuvres de guerre organisées par la presse marseillaise.

Près de cinq mille personnes y assistaient. M. Louis Barthou a été chaleureusement applaudi et, quand il a quitté le théâtre, la foule lui a fait une ovation.

Les Spectacles

Cet après-midi :

AU GYMNASIUM. — A 2 h. 45 précises, répétition générale de Le Ruisseau, comédie en 3 actes, de M. Edouard Bourdet.

Le soir :

COMÉDIE-FRANÇAISE. — Relâche.
OPERA-COMIQUE. — Relâche.
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Maciste.
TH. SARAH-BERNHARDT. — Relâche.
GAIÉ. — 8 h. 30. — Trois Femmes pour un mari.
PALAIS-ROYAL. — Relâche.
VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — Le Dindon.
PORTE-SAINT-MARTIN. — Relâche.
TH. REJANE. — Relâche.
THEATRE ANTOINE. — 8 h. 30. — Nono.
ATHÉNÉE. — Relâche.
RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces.
CHATELET. — Relâche.
NOUVEL-AMBIGU. — Relâche.
APOLLO. — 8 h. 15. — La Cocarde de Mimi Pinson.
MICHEL. — 8 h. 30. — L'Avion 253, etc.
TRIANON-LIBRE. — Relâche pour répétitions.
FOIES-BERGE. — 8 h. 30. — A la Parisienne !
OLYMPIA. — 8 h. 30. — Marc et ses lions.
CONCERT MAYOL. — 8 h. 15. — Mayol et sa troupe.
ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.
CLYDÉ. — Clôture annuelle.
CAPUCINES. — Relâche.
DEJAZET. — 8 h. 30. — Panachot gendarme.
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 45. — Nuit blanche ; Une rage d'amour ; Le Messie ; La Lanterne.
SCALA. — 8 h. 30. — C'est Mous Pollpoil.
GAIÉ-ROCHEBOURGT. — Non ? Si... (revue).
ELDORADO. — A 8 h. et à 8 h. 15. — On en met ! (Drame).
BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — Lyvée de jeunes Filles.
EUROPEEN. — 8 h. 30. — La nuit de nocces du poilu.
TH. DES DEUX-MASQUES. — Relâche pour répétitions.
LA PIE QUI CHANTE, CASINO DE PARIS ET NOUVEAU-CIRQUE. — 8 h. 30. Attractions.
OMNIA PATHÉ. — Pendant la bataille. Les Mystères. La goélette « La Panthère ». Actual. militaires.
Electric Palace, 5, bd des Italiens. — Vues militaires. Chartol ministre par amour. Comique américain.

DIABÈTE MALARIA, JAUNISSE
Traitement Ophorépar la **Fituline**
Préparé dans les Laboratoires de l'EURODONAL
2, Rue de Valenciennes, Paris. — Prix : franco 10 fr.
Diarrhées infantiles : Sinubraser, Franco 6^{fr}50

CHEMINS DE FER DE L'ETAT

Billets de bains de mer

L'émission des billets d'aller et retour à prix réduits, dits de Bains de Mer, aura lieu à partir du jeudi avant le dimanche des Rameaux.

Les catégories de billets ainsi offertes aux voyageurs pour la saison d'été seront les suivantes :

Sur l'ensemble du réseau, des billets de toutes classes valables pendant 33 jours et pouvant être prolongés d'une ou de deux périodes de 30 jours moyennant un supplément de 10 0/0 par période :

Sur les lignes du sud-ouest, des billets à validité réduite :

1^{er} Billets du vendredi au mardi ou de l'avant-veille au surlendemain d'une fête ;

2^o Billets valables seulement le dimanche ou un jour férié ;

Sur les lignes de Normandie et de Bretagne, des billets valables suivant le cas, 3 jours, 4 jours ou 10 jours.

Excursion au mont Saint-Michel

A partir du 13 avril et jusqu'au 31 octobre, toutes les gares des lignes de Normandie et de Bretagne du réseau de l'Etat délivreront, pour le mont Saint-Michel, des billets directs d'aller et retour à prix réduits des trois classes, valables de 3 à 8 jours suivant la distance.

Les billets délivrés au départ de Paris donnent droit de passer, au retour, par Grandville ; ils sont valables 7 jours et leurs prix sont fixés à :

47 fr. 70 en première classe ; 35 fr. 75 en deuxième classe et 26 fr. 10 en troisième classe.

Pharmacie de famille

GOMENOL

Hygiène - Toilette

Antiseptique idéal

Crevasse, Engelures, Gelures.

Dans toutes les Pharmacies. — Renseignements et échantillons : 17, rue Ambroise-Thomas, Paris.

GARANTIE

VALS SAINT-JEAN

L'EAU DES DYSPÉPTIQUES

Le gérant : ANTOINE KLEYNIENS.

Imprimerie WALLROFF et ROGEE
10-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

Les idées qui passent...

De la gérontocratie

Ce n'est pas seulement dans le haut commandement, observe avec raison le Rappel, qu'il faut rajeunir les cadres, mais dans toutes les carrières où le talent, l'esprit d'initiative et de décision sont à réquisition. Mais alors, si l'on s'apprête à mettre « la right man in the right place », c'en serait fait de la « république des camarades » ! C'est là une manière de révolution ;

Ce n'est pas de la carrière chère au Quai d'Orsay qu'il s'agit mais de toutes les carrières.

« La carrière est ouverte au talent », dit Bonaparte, consul, au moment où il réorganisait la France.

« La carrière est ouverte au talent », devra dire la Quatrième République, celle du lendemain de la guerre, quand il faudra donner au pays des chefs éminents pour assurer, par la paix, les réalisations rendues possibles par la guerre.

L'ère de l'ancienneté machinale, du « tour de tête », est close :

Il ne s'agit pas de faire prévaloir les fils à papa ou les fils d'archevêques, les favoris de grands commis ou les gendres de chefs de service, il s'agit de donner les emplois à qui les mérite.

Dans ces conditions, l'émulation devient la loi générale. Le bénéfice public est la conséquence benie de ce régime.

Et les femmes ?

M. Brieux est, on le sait, un féministe. Il a écrit non la Femme nue, mais la Femme seule. Aussi se soucie-t-il du sort réservé aux Françaises après la guerre. Il exprime, dans le Journal, des craintes qu'il étaye de solides raisons :

J'ai peur que, après la guerre, la concurrence, la lutte économique entre l'homme et la femme, la nouvelle guerre des sexes, ne prenne un caractère violent.

Que se passera-t-il donc après la guerre ? Nos soldats, en rentrant, une fois reçus les hommages qu'ils auront bien mérités, après avoir accoché aux murs familiaux leurs couronnes de lauriers, et embrassés leurs pelles, voudront reprendre leur emploi d'avant la mobilisation. Ils se dirigeront vers leur place de jadis, mais ils la trouveront, dans bien des cas, occupée par une femme venue là par nécessité et qui n'en voudra pas partir par persuasion.

Les femmes diront : « J'ai pris l'habitude de gagner ma vie. Cet emploi dont tu me jugeais incapable, je puis le remplir et je l'ai prouvé. Je me suis accoutumée à l'indépendance que donne le salaire. J'y suis. J'y reste. Va-t'en ! »

Les hommes répondront : « La guerre est finie. J'ai souffert, j'ai bas, j'ai travaillé pour défendre ma patrie, j'ai établi ma liberté et mon travail. Je reviens plus riche, j'étais las. Je suis maintenant reposé. Rends-moi ma place. Va-t'en ! »

Les femmes auront raison et les hommes aussi. C'est quand les adversaires ont tous deux raison que la lutte prend le plus d'ampleur.

Et les remèdes, direz-vous M. Brieux propose ceux-ci :

1^o L'homme renoncera à l'alcoolisme (mais il faut qu'on l'y aide !).

2^o L'homme devra respecter la femme et ne la traitera plus comme un être chétif, imbecile et obligatoirement soumis.

3^o L'abominable institution de la dot disparaîtra. On se mariera non plus pour s'enrichir, mais à la fin de sa jeunesse, mais en pleine jeunesse, et pour vivre ensemble toute une vie, avec les risques des débus, les luttes de la course et les joies du succès.

4^o Les mères apprendront à leurs fils à respecter les femmes.

5^o Pas une honnête femme ne sera en partant qu'elle saura qu'il y a quelque part une autre femme forcée de se vendre, par manque physique ou morale.

L'Angleterre et l'alcoolisme

Le journal La Française, qui arbore en tête de ses colonnes cette manchette : « Toutes les Françaises doivent combattre l'alcool », insère une étude de M. Jean Finot sur l'alcoolisme en Angleterre. M. Finot rend hommage aux initiatives courageuses prises par M. Lloyd Georges pour enrayer le fléau :

Les impôts sur l'alcool procurent actuellement soixante millions de livres à l'Angleterre. C'est-à-dire plus d'un milliard et demi de francs. La consommation ayant baissé de moitié, il n'y a pas de quoi se réjouir. Les recettes des contributions. Et comme les revenus des grands marchands et débiteurs vont en diminuant...

« L'Income tax », cette base essentielle de l'imposition anglaise, serait, dit-on, également compromise. Certains grands journaux ne se font pas faute d'attaquer le gouvernement de M. Asquith ! En réponse à cette agitation, le gouvernement se propose de surélever encore les impôts sur les boissons alcooliques d'environ cinq cent millions de francs par an.

Quel exemple l'Angleterre n'offre-t-elle pas sous ce rapport à la troisième République !

Que nous manque-t-il ?

M. Jean Hermitte (Lutte finale) reprend une question posée par l'Œuvre et donne une réponse à cette question :

« Pour vaincre, a dit l'Œuvre, nous semblons avoir maintenant tout ce qu'il faut : les hommes, les armes, les munitions, les vivres ; et nous avons l'or et le droit, l'expérience du passé, tout le vertu de l'idéal ; nous avons tous les nerfs, tous les muscles de la guerre. Qu'est-ce, donc, qui nous manque encore ? »

Il nous manque, plus que ceci : « Notre âme française s'étant refroidie, faire peu neuve esprit neuf, maison neuve, redevient complète ment neuves, maisons, livres et maîtres chez nous, cela non seulement en écrits et en paroles, mais en réalité. »

Ainsi, ayant compris la vérité du régime républicain, vivons en république ; sentons, penchons, agissons, comportons-nous en républicains et, pour cela, établissons la pensée, l'action, la vie républicaine.

Censure boche

De l'Anti-Boche, dont le titre, à lui seul un programme, n'a pas besoin de commentaire :

Il s'est passé un fait, en Allemagne qui excite le père des Boches. La Gazette de Cologne a été suspendue pour un jour. Au pays de l'obéissance passive, on considère cela comme un abus de pouvoir monstrueux.

Nous autres, qui sommes citoyens d'un pays libre, nous n'avons pas de termes suffisants pour flétrir une telle brutalité. Ah ! il ferait bon que nos gouvernements s'avisassent de supprimer même pour un jour, un de nos grands organes. Qu'en pensez-vous, Gustave Terry, et vous, le meneau ?... Remercions le Destin qui nous a permis de vivre sous un régime libéral, quand qu'en Bochie...